

Projet de décret modifiant le décret n°2007-534 du 10 avril 2007

Commission Locale d'Information
EDF Flamanville



Version en vigueur et présentation de la demande d'EDF

- Décret n°2007-534 du 10 avril 2007 modifié par le décret n°2017-379 du 23 mars 2017 :
 - Il de l'article 3 : « Le délai pour réaliser le premier chargement en combustible nucléaire du réacteur est fixé à treize ans à compter de la publication du présent décret au Journal officiel de la République française. Ce délai constitue le délai de mise en service mentionné au I de l'article 29 de la loi du 13 juin 2006 susvisée. »
- Demande d'EDF : Modification du II de l'article 3, afin d'accorder 4 ans supplémentaires pour mettre en service l'installation.
Selon EDF, ce délai :
 - vise à permettre la réparation des circuits secondaires principaux, notamment les traversées de l'enceinte ;
 - inclut une marge par rapport à la durée des réparations.



Processus de modification

- Le processus de modification du décret d'autorisation de création d'une installation nucléaire de base est décrit dans le code de l'environnement, et notamment ses articles R.593-41 à R.593-54.
- Par courrier du 23 juillet 2019, EDF a sollicité, auprès du ministre chargé de la sûreté nucléaire, la modification du décret d'autorisation de création du réacteur EPR de Flamanville (INB n° 167), afin de proroger de quatre ans la durée prévue pour la mise en service de l'installation.
- Par courrier du 26 juillet 2019, l'ASN a été saisie afin de rendre son avis sur ce projet, conformément à l'article R. 593-48 du code de l'environnement.

Avis de l'ASN sur le projet de décret

A la suite de son analyse de la demande d'EDF de modification du décret d'autorisation de création de l'INB n° 167 visant à augmenter d'une durée de quatre ans la durée de treize ans avant la mise en service de l'installation, l'ASN considère :

- que la demande de modification présentée relève bien de l'article R. 593-48 du code de l'environnement ;
- que la demande de modification ne nécessite pas la mise à jour des documents fournis à l'occasion du dépôt du dossier de demande d'autorisation de création de l'INB en août 2006 ;
- que la demande de modification n'a pas d'impact sur la protection des intérêts visés par l'article L. 593-1 du code de l'environnement.



Avis de l'ASN sur le projet de décret

- L'ASN note que des dispositions de conservation des matériels, de maintien de leur garantie et de maintien de la compétence du personnel d'exploitation sont prises par EDF.
- Ces dispositions sont de nature à garantir que la prolongation du délai alloué pour la mise en service de l'INB n'a pas d'impact sur les intérêts protégés.
- La déclinaison et la mise en œuvre de ces dispositions feront l'objet d'une attention particulière de l'ASN, notamment lors des inspections.
- Enfin, l'ASN note favorablement qu'EDF s'est engagé à prendre en compte les décisions de l'ASN publiées depuis 2014.